

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6344
10 mai 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETRE EN DATE DU 7 MAI 1965 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
REPRESENTANT PERMANENT DE LA ZAMBIE

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un discours radiodiffusé prononcé par M. Kaunda, président de la République de Zambie, au sujet de la Rhodésie. Le Président y expose l'attitude de la Zambie à l'égard de la Rhodésie du Sud et les menaces d'agression économique que ce pays dirige contre la Zambie.

Etant donné les dangers que comporte la situation en Rhodésie, dangers qui constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales, je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du discours du Président de la République de Zambie comme document du Conseil de sécurité.

Veillez agréer, etc.

Le Représentant permanent auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) F. M. MULIKITA

MISSION PERMANENTE DE LA ZAMBIE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

DISCOURS ADRESSE A LA NATION PAR M. KENNETH KAUNDA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DE ZAMBIE, LE MERCREDI 5 MAI 1965, à 21 h 15, HEURE DE LUSAKA

"Chers concitoyens, je m'adresse à vous ce soir car l'heure est grave : la Zambie se trouve devant une situation critique et fait l'objet d'une attaque injustifiée de la part du Gouvernement rhodésien. Depuis de nombreux mois le Gouvernement zambien garde le silence sur la question d'une déclaration unilatérale d'indépendance par la Rhodésie. Vous avez entendu les commentaires de M. Harold Wilson et de M. Arthur Bottomley; vous avez lu les déclarations de politique générale faites par d'autres gouvernements africains; vous avez entendu ou lu ce qu'en pensent des organes tels que le Comité spécial des Nations Unies sur le colonialisme et l'Organisation pour l'unité africaine. Vous avez certainement lu ce qu'en pensent les organisations d'hommes d'affaires et d'agriculteurs rhodésiens. Mais cette situation ne peut plus durer. Malgré notre attitude de prudence, les récents événements ne nous laissent pas d'autre choix que de nous prononcer.

Si nous avons gardé le silence, ce n'est pas parce que nous n'avions pas d'opinion; ce n'est pas non plus parce que nous avons peur. Nous nous sommes tus parce que nous avons pour principe fondamental de ne pas nous ingérer dans les affaires d'autres Etats. Nous n'aimons pas que d'autres pays s'immiscent dans nos affaires et nous nous efforçons de mettre nos convictions en pratique. Mais lorsque le gouvernement d'un pays voisin nous menace d'étranglement économique, lorsqu'il menace de nous faire payer ses propres actes illégaux, lorsqu'il attaque les assises démocratiques de la nation que nous essayons de construire et met en doute, par ses insinuations, l'intégrité des institutions démocratiques qui nous sont chères, lorsque nous sommes en butte aux menaces et aux injures, alors je me dois de parler au nom de la nation et du gouvernement. La Rhodésie a réclamé l'indépendance, mais une indépendance garantie par une constitution qu'aucune personne douée de raison ne saurait accepter. Le gouvernement actuel est élu par une minorité. La grande majorité des Rhodésiens n'ont pas voix au chapitre dans l'élection de ceux qui les gouvernent. Ceux qui gouvernent la Rhodésie ne gouvernent pas par la volonté du peuple, mais par la volonté d'une petite fraction de la population qui juge un homme non d'après ses qualités morales ou ses aptitudes, mais d'après la couleur de sa peau. L'indépendance ne surviendra que lorsque les conditions en seront acceptables

/...

pour l'ensemble du peuple rhodésien. Le Gouvernement du Royaume-Uni l'a bien précisé comme il a par la même occasion précisé qu'il répondrait avec fermeté à toute proclamation illégale de l'indépendance (déclaration unilatérale d'indépendance). Tout cela est connu depuis octobre dernier mais M. Smith et ceux qui l'entourent ont fait fi de cet avertissement, avertissement qui devrait pourtant être de poids, puisque le monde entier y a applaudi. En Afrique, comme en Europe, en Amérique ou en Asie, une déclaration unilatérale d'indépendance fera l'objet d'une condamnation universelle.

Nombre d'entre vous ont sans doute entendu parler, ou ont eu connaissance par la presse, du Livre Blanc publié par le Gouvernement rhodésien, où sont exposées les mesures de rétorsion que prendrait ce pays si la déclaration unilatérale d'indépendance provoquait une action punitive de la part de la Grande-Bretagne et du Commonwealth. Certains d'entre vous ont peut-être eu en main le document lui-même. Vous avez pu constater que la Rhodésie expulsera tous les Zambiens actuellement employés en Rhodésie si la Grande-Bretagne applique des sanctions économiques. Nombre d'entre vous auront constaté que la Rhodésie envisage également d'autres mesures qu'il n'est pas de son intérêt de préciser, ainsi que le déclare le Livre Blanc. Nous pouvons cependant nous en faire une idée d'après les discours prononcés récemment au cours de la campagne électorale. Le fait dominant est que M. Smith entend faire payer à la Zambie toute action entreprise par le Gouvernement du Royaume-Uni et le reste du monde.

Je voudrais que tous les Zambiens se rendent compte qu'ils sont menacés d'agression gratuite et je voudrais qu'ils sachent aussi que nous ne resterons pas les bras croisés devant une telle provocation. Mon devoir et mon but est de défendre et de maintenir la Constitution de la République de Zambie contre toute agression, économique ou autre. Il est de mon devoir et du devoir de tout homme et de toute femme qui se prétendent Zambiens de se dresser contre ces forces et de se battre. Mais nous n'engagerons pas ce combat sans y être préparés. Le Gouvernement zambien a soigneusement étudié les conséquences qu'aurait pour son pays une agression de caractère économique et nous n'avons pas été les seuls à dresser des plans et à

/...

faire des préparatifs. Nombre d'autres pays, en Afrique et ailleurs, ont fait de même. Je peux révéler ce soir qu'une bonne partie des déplacements et des voyages officiels entrepris par des ministres dans toutes les régions du globe, déplacements et voyages qui ont suscité dans l'opinion publique bon nombre de commentaires, mais n'ont donné lieu à aucune déclaration officielle, étaient liés à l'établissement d'un système de défense contre une éventuelle agression économique dans le cas d'une déclaration unilatérale d'indépendance. Ces préparatifs ont commencé lors des visites que j'ai faites au cours du mois qui a suivi l'indépendance et se poursuivent encore à l'heure actuelle. Je peux maintenant vous assurer que, dans le cas d'une agression économique de la part de la Rhodésie, l'appui que la Zambie recevrait de toutes les régions du globe serait considérable. Nous estimons, et c'est l'avis du monde entier, avoir le droit pour nous. Ce fait est important; dans toute lutte qui peut survenir, le sentiment d'être dans notre droit accroît notre force. Ce qui va suivre est également d'une importance capitale. Dans les domaines où la Rhodésie pourrait nous causer des ennuis - à savoir l'énergie du Kariba, les chemins de fer et les lignes aériennes d'Afrique centrale (Central African Airways), il s'agit d'entreprises internationales et il est universellement admis qu'aucun pays n'a le droit d'y toucher au détriment des copropriétaires. Toute ingérence dans ce domaine entraînerait pour la Rhodésie une mise au ban de l'humanité et provoquerait à coup sûr la ruine du gouvernement de M. Smith et de ses partisans. Aucun pays n'oserait traiter avec la Rhodésie si celle-ci touchait aux entreprises internationales en question. J'ajouterai toutefois que nous n'avons pas, dans nos plans, écarté l'éventualité de voir la Rhodésie entreprendre un tel programme autodestructeur. Je tiens à répéter une fois encore ce que j'ai dit si souvent dans le passé, à savoir que la Zambie s'acquittera de ses obligations internationales. Si par ses récentes déclarations posant l'hypothèse d'un abandon de nos obligations le Gouvernement de Salisbury a essayé de nous provoquer à des actes déraisonnables, c'est qu'il se trompe lourdement sur la nature du Gouvernement zambien. Ce genre de tactique ne nous fera pas perdre la tête. Mais je veux ajouter ici que si la Rhodésie tente de nous étrangler, de nous priver de nos moyens d'existence par des actes illégaux, nous sommes prêts au combat et au sacrifice. Nous avons la volonté et, avec

/...

l'appui de la plus grande partie du monde, les moyens de survivre. Je n'ai jamais voulu me laisser entraîner dans un échange de récriminations entre M. Smith et moi-même, mais une provocation telle que le Livre blanc et les récents discours prononcés au cours de la campagne électorale me forcent à répondre, en vertu de la confiance que le peuple de Zambie a placée en moi. J'espère sincèrement que cet échange sera le dernier. Je prie le peuple rhodésien de bien chercher où sont les preuves d'une infiltration communiste et de méditer sur l'accusation selon laquelle un déroulement rapide et tragique des événements dans les pays nouvellement indépendants aurait mis en péril la démocratie et amené les pays qui ont accordé l'indépendance à reconsidérer leur position. Cela concorde-t-il avec les récents événements de Gambie, du Bassoutoland, du Betchouanaland et des dernières colonies britanniques? Ces déclarations contiennent-elles une once de vérité? Le peuple rhodésien estime-t-il que ses institutions pourront résister longtemps au vaste courant de démocratisation qui balaie l'Afrique et le reste du monde aujourd'hui? Je demande au peuple rhodésien : quelles fins peut servir cette tactique, qui consiste à donner délibérément une idée fausse du véritable combat que mène mon peuple pour créer une vraie démocratie? Je rappelle à la Rhodésie que nous ne sommes preneurs d'aucune idéologie étrangère d'où qu'elle vienne. Citoyens de Zambie, le moment est peut-être venu de mettre à l'épreuve la détermination, le courage et le patriotisme de tous les Zambiens. Une agression économique peut nous réserver des temps difficiles, des temps de sacrifices et de lutte. Mais nos souffrances et nos sacrifices dans l'intérêt de l'indépendance sont encore frais dans notre mémoire, et quoi que l'avenir nous réserve, je ne doute pas qu'avec l'aide de Dieu, nous ne triomphions. Le droit triomphera. L'agression sera punie et la Zambie reprendra bientôt le chemin de la prospérité.

Je veux parler maintenant de la menace particulière de rapatriement des citoyens zambiens. Votre gouvernement a prévu cette mesure et, tout en espérant que la raison prévaudrait en Rhodésie, il s'y est préparé. Tout d'abord, j'ai donné pour instruction à tous les ministres résidents de constituer au niveau des districts des comités d'accueil pour les Zambiens rapatriés. Ces comités comprendront des citoyens éminents, des chefs, des chefs de tribus, des conseillers élus, des maires et d'autres personnes. Ils seront chargés d'accueillir,

/...

d'installer et d'assister tous les Zambiens qui pourraient être rapatriés sans préavis. Ces citoyens zambiens rapatriés devront retourner dans leur district d'origine et signaler leur présence au ministre résident du comité. Les ministres résidents ont déjà pris contact avec des personnes susceptibles de siéger à ces comités et mes collaborateurs ont établi des plans en vue de répondre aux besoins créés par l'afflux de population. Ces plans sont transmis aux ministres résidents car nous ne savons pas de combien de temps nous disposons pour nous préparer. Citoyens, je tiens à cette heure critique à vous avertir une fois de plus de faire très attention à tout ce que vous faites dans la période critique que nous abordons. Je ne veux pas que les Zambiens considèrent les troubles vers lesquels nous allons sous un angle racial. Nous, Zambiens, avons des principes nobles, des principes qui ont guidé notre combat contre le colonialisme, l'impérialisme et le racisme. Nous avons montré au reste du monde que nous étions décidés à former une nation unie. Nous ne devons pas nous laisser détourner de nos nobles buts par les menées extérieures des racistes.

Pour conclure, je voudrais souligner que si nous n'attaquons personne, nous ne nous laisserons pas attaquer sans riposter. Nous hésitons à parler de riposte, ou même à y songer, mais on peut toujours craindre que ceux qui gouvernent la Rhodésie ne finissent par se laisser convaincre par leur propre propagande - et peut-être s'y sont-ils déjà en partie laissés prendre. Ils s'imaginent certainement à tort que si le Royaume-Uni prenait des sanctions économiques en cas de déclaration unilatérale d'indépendance, il y aurait deux tombes, l'une en Zambie, l'autre en Rhodésie. Peut-être spéculent-ils sur le fait que le monde préférerait un régime de trahison en Rhodésie à la destruction de la Zambie. Il importe qu'ils se rendent parfaitement compte qu'ils abusent, car la Zambie est prête à résister jusqu'au bout à une agression injustifiée. Elle y résistera, dût-elle se priver en partie du nécessaire et compromettre le rythme de son développement. Si la riposte est justifiée nous ne nous laisserons pas arrêter par les difficultés et nous ferons en sorte qu'il n'y ait pas deux tombes mais une seule : en Rhodésie."

